

## **DELIT DE BIZUTAGE**

### **Article 40 du Règlement Intérieur de l'IUT**

Toute initiative d'accueil intra ou extra-muros à caractère de bizutage est formellement interdite. Le fait d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants, dégradants ou dangereux lors de manifestations ou de réunions est un délit punissable dans les conditions prévues par le Code Pénal.

Le fait de bizutage peut donner lieu à une sanction disciplinaire indépendante de la mise en œuvre de poursuites pénales.

### **« Extrait de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs »**

DISPOSITIONS AYANT POUR OBJET DE PRÉVENIR ET DE RÉPRIMER LES INFRACTIONS SEXUELLES, LES ATTEINTES À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE ET DE PROTÉGER LES MINEURS VICTIMES.

CHAPITRE 1er : Dispositions modifiant le code pénal – Article 14

Il est inséré, après l'article 225-16 du code pénal, une section 3 bis, ainsi rédigée :

Section 3 bis – Du bizutage

« Article 225-16-1.- Hors les cas de violences, de menaces ou d'atteintes sexuelles, le fait pour une personne d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions liées aux milieux scolaire et socio-éducatif est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 Euros d'amende.

« Article 225-16-2.- L'infraction définie à l'article 225-16-1 est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 Euros d'amende lorsqu'elle est commise sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur.

« Article 225-16-3.- Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies aux articles 225-16-1 et 225-16-2 encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38, les peines prévues par les 4° et 9° de l'article 131-39



-----

Je soussigné(e) :.....  
reconnais avoir pris connaissance du texte relatif au bizutage de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles, des atteintes à la dignité de la personne humaine ainsi qu'à la protection des mineurs.  
Fait à Villeurbanne le : \_\_\_\_\_ Signature

**VOUS DEVEZ OBLIGATOIREMENT SIGNER CETTE ATTESTATION ET LA REMETTRE AU SECRETARIAT DE VOTRE DEPARTEMENT LE JOUR DE LA RENTRÉE**